

DECISION
Exercice du droit de préemption urbain
par délégation de l'Établissement Public Territorial
Est Ensemble
pour le bien cadastré section AV 88
sis 18/20 avenue Edouard Vaillant à Bobigny

Décision n°2300024

Réf. DIA du 16 novembre 2022/Mairie de Bobigny

Le Directeur général,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de justice administrative,

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Établissement public foncier d'Ile de France modifié par le décret n°2009-1542 du 11 décembre 2009 puis par le décret n° 2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines,

Vu le code de l'urbanisme et ledit décret prévoyant respectivement en leurs articles L. 321-4 et 4, l'usage par les établissements publics foncier du droit de préemption et, le cas échéant, d'expropriation, pour la réalisation des missions qui lui incombent,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2020 portant renouvellement du mandat du Directeur Général de l'Établissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Vu le Programme pluriannuel d'intervention, arrêté par le conseil d'administration de l'Établissement public foncier d'Ile-de-France le 24 mars 2021,

Vu la loi modifiée numéro 2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbain en date du 13 décembre 2000,

Vu la loi numéro 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, et notamment son article 1 qui vise à la réalisation chaque année de 70 000 logements géographiquement et socialement adaptés sur la Région Ile-de-France,

Vu le schéma directeur de la région Ile de France approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, visant notamment à favoriser l'urbanisation par le renouvellement urbain et la densification dans les tissus urbains existants, en particulier à proximité des gares,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) approuvé par délibération du conseil territorial du 4 février 2020,

Vu le périmètre du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé approuvé par délibération du Conseil Territorial en date du 4 février 2020,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 15 octobre 1987 instituant le droit de préemption, du 27 juin 1991 et du 30 septembre 2010, instituant le droit de préemption urbain renforcé sur l'ensemble du territoire de la commune de Bobigny,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et notamment l'article L211-2 du code de l'urbanisme qui rend les établissements publics territoriaux créés en application de l'article L.5219-2 du code général des collectivités territoriales compétents de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

Vu la délibération du 28 novembre 2017 n° B17-5-19 du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France approuvant la nouvelle convention d'intervention foncière entre la Ville, l'Etablissement Public Territorial (EPT) Est Ensemble et l'Etablissement Public foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération du 20 décembre 2017 n° 11 201217 du Conseil Municipal de la Ville de Bobigny approuvant la nouvelle convention d'intervention foncière entre la Ville, l'Etablissement Public Territorial (EPT) Est Ensemble et l'Etablissement Public foncier d'Ile-de-France,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de l'EPT Est Ensemble du 19 décembre 2017 n° 2017-12-19-26 approuvant la nouvelle convention d'intervention foncière entre la Ville de Bobigny, l'Etablissement Public Territorial (EPT) Est Ensemble et l'Etablissement Public foncier d'Ile-de-France,

Vu la convention d'intervention foncière conclue entre la Ville de Bobigny, l'Etablissement Public Territorial (EPT) Est Ensemble et l'Etablissement Public foncier d'Ile-de-France, signée le 5 janvier 2018, dotée d'une enveloppe de 45 millions d'euros et arrivant à échéance le 31 décembre 2024,

Vu l'avenant n°1 à ladite convention, signé le 7 février 2022, approuvé par délibération du Conseil Territorial d'Est Ensemble le 28 septembre 2021, par délibération du Conseil Municipal le 30 septembre 2021 et par le Bureau de l'Etablissement Foncier Public d'Ile-de-France le 29 octobre 2021 portant le délai de la convention au 31 décembre 2027 et son enveloppe financière à 55 millions d'euros,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) n°2022-330, reçue en mairie de Bobigny le 16 novembre 2022, dans le cadre du Droit de Préemption Urbain Renforcé informant le Maire de l'intention du propriétaire d'aliéner en totalité deux locaux commerciaux et un appartement loués sis 18/20 avenue Edouard Vaillant à Bobigny, cadastrés section AV numéro 88, au prix de TROIS CENT MILLE EUROS (300 000 €) sans commission d'agence,

Vu la demande de visite du bien adressée le 20 janvier 2023 et acceptée par les propriétaires par courriel daté du 21 janvier 2023 et le procès-verbal contradictoire de visite, établi et remis aux propriétaires le jour de la visite, soit le 3 janvier 2023, fixant le nouveau délai de forclusion de la DIA au 3 février 2023,

Vu l'avis de la Direction Nationale d'Interventions Nationales en date du 1^{er} février 2023,

Vu la décision n° D 2023-03 du 16 janvier 2023 du Président de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, portant délégation à l'EPFIF de l'exercice du droit de préemption pour le bien sis 18/20 avenue Edouard Vaillant, cadastré à Bobigny section AV n°88,

Vu les acquisitions réalisées par l'EPFIF des biens situés 6-8 et 14 rue Jean-Pierre Timbaud et 433 avenue Paul Vaillant Couturier à Bobigny, situés dans le même périmètre de projet que le bien objet de la présente DIA,

Vu la maîtrise publique des parcelles AV 110, AV 80 et AV 304 situées respectivement 1 rue de l'Aviation et 12 et 14 avenue Edouard Vaillant et propriété de la Ville de Bobigny,

Considérant :

Considérant les orientations du schéma directeur de la région Ile-de-France notamment en faveur de la densification du tissu urbain,

Considérant l'objectif fixé par l'article 1 de la loi n°2010-597 relative au Grand Paris, de construire 70 000 logements géographiquement et socialement adaptés sur la Région Ile-de-France,

Considérant le plan de zonage et le règlement du PLUI de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble classant la parcelle précitée en zone UH,

Considérant que le bien est localisé à proximité du nouveau programme de renouvellement urbain de l'Abreuvoir – Edouard Vaillant sur lequel l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble et la Ville de Bobigny mènent des études,

Considérant que le bien est situé à proximité d'une sortie de l'autoroute et d'un futur pôle d'échanges majeur, constitué du tramway T1, du futur T-Zen 3 et de la future gare « Pont de Bondy » Ligne 15 du Grand Paris Express,

Considérant que le bien faisant l'objet de la DIA est situé dans le périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France au titre de la convention d'intervention foncière entre la Ville de Bobigny, l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Considérant que l'EPFIF s'est déjà rendu propriétaire dans le cadre de la convention d'intervention foncière susvisée des biens sis 6-8 et 14 rue Jean-Pierre Timbaud et 433 avenue Paul Vaillant Couturier, cadastrés section AV numéros 69-70-73 et 213 en vue de la réalisation d'opérations de logements à proximité immédiate d'une future gare du Grand Paris Express,

Considérant que la Ville de Bobigny est déjà propriétaire des parcelles AV 110, AV 80 et AV 304 situées respectivement 1 rue de l'Aviation et 12 et 14 avenue Edouard Vaillant et que le bien objet de la DIA viendrait utilement compléter la maîtrise foncière de ce secteur, en vue de la réalisation d'une opération de logements à proximité d'un futur pôle majeur de transports en commun,

Considérant que le Programme pluriannuel d'intervention, arrêté par le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France le 24 mars 2021, fixe pour objectif prioritaire à l'EPFIF de contribuer à accélérer et augmenter la production de logements et en particulier de logements sociaux,

Considérant que ces actions d'aménagement urbain nécessitent une maîtrise foncière préalable,

Considérant que la réalisation de l'objectif poursuivi de densification et mixité sociale, présente un intérêt général au sens de l'article L 210-1 du code de l'urbanisme,

Considérant que dans ces conditions, l'acquisition du bien est stratégique pour la réalisation des objectifs assignés,

DECIDE :

Article 1 :

D'acquérir le bien sis 18/20 avenue Edouard Vaillant, cadastré à Bobigny section AV n°88, tel que décrit dans la déclaration d'intention d'aliéner mentionnée ci-dessus, au prix de 300 000 € (trois cent mille euros).

Article 2 :

Le vendeur est informé qu'à compter de la notification de la présente décision et par suite de l'accord sur le prix indiqué dans la DIA, la vente doit être considérée comme parfaite et définitive au profit de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France.

Article 3 :

La présente décision est notifiée à Monsieur le Préfet de Paris et d'Ile-de-France.

Article 4 :

La présente décision sera notifiée par voie d'huissier, sous pli recommandé avec accusé de réception ou remise contre décharge :

- Maître Brigitte Latour, 10 rue Carnot à Noisy-le-Sec (93130) en tant que notaire et mandataire de la vente,
- Au propriétaire selon les indications mentionnées dans la déclaration d'intention d'aliéner,
- A l'acquéreur évincé selon les indications mentionnées dans la déclaration d'intention d'aliéner.

Article 5 :

La présente décision fera l'objet d'un affichage en Mairie de Bobigny et à l'EPT Est Ensemble.

Article 6 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou de son affichage en mairie devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France. En cas de rejet du recours gracieux par l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, la présente décision de préemption peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

L'absence de réponse de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours.

Fait à Paris, le 1^{er} février 2023,

Gilles BOUVELOT
Directeur Général

